

Crise en Grèce: les capitalistes doivent payer!

C'était prévisible, le sauvetage des banques et du système financier coûterait cher aux salarié-e-s, aux chômeurs-euses, aux retraité-e-s, aux jeunes.

Ça se vérifie: l'argent prêté à la Grèce coûtera très cher, jusqu'à 18% pour un prêt à terme de deux ans, alors que les prêts entre banques sont à 1% environ. De plus, les emprunts contractés le sont à des conditions drastiques: les salaires devront baisser, la législation du travail être flexibilisée, les indemnités chômage sabrées, l'âge de retraite relevé, alors qu'au nom de la compétitivité les rétributions du capital seront même améliorées.

Rien n'est trop beau pour sauver une banque: pour l'UBS le Conseil fédéral a engagé 66 milliards en un soir, sans débat public, une somme dépassant le budget annuel de la Confédération. L'an passé les Etats avaient fait diligence pour remettre à flot les banques, partout dans le monde. Ils se hâtent aujourd'hui plus que lentement pour venir en aide à la Grèce, et plus ils attendent plus leurs exigences deviennent insupportables et scandaleuses. Tout en refusant de remettre en cause les marchés financiers, les fonds spéculatifs et les pratiques des banques qui ne font qu'amplifier la crise, l'Union européenne attend du gouvernement grec qu'il fournisse la preuve que les travailleurs-euses payeront l'addition.

Les signataires de cet appel sont donc solidaires des salarié-e-s du public et du privé qui feront grève et manifesteront pour refuser le plan d'appauvrissement général de la population du gouvernement socialiste de M. Papan-dréou. A la tête du FMI, Dominique Strauss Kahn, préconise carrément des baisses de salaire. Il faudra bien qu'un jour la social-démocratie européenne nous dise quels intérêts elle sert !



Les manifestations populaires en Grèce ont d'autant plus d'importance que la spéculation financière et les agences de notation ont d'autres victimes dans le collimateur, le Portugal et l'Espagne dans l'immédiat, puis tous les pays ayant gardé un semblant de sécurité sociale.

Si les plans des oligarchies financières passent sans résistance en Grèce, ils passeront ailleurs. La lutte des travailleurs-euses en Grèce est donc aussi la nôtre!

- **C'est aux financiers et aux spéculateurs de payer la crise!**
- **Aujourd'hui c'est le tour des travailleurs-euses en Grèce, demain ce sera le nôtre!**
- **Soutenons la grève générale en Grèce.**

MER 5 MAI 2010 • 18h00

**RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITÉ
AVEC LA GRÈVE GÉNÉRALE EN GRÈCE
devant la Mission grecque, zone piétonne
de la rue du Léman aux Pâquis (à côté de la
place de la Navigation)**

APCM, Comité du Forum Social Lémanique (FSL), Gauche anticapitaliste, Nouveau parti anticapitaliste (NPA 74), Les communistes, Mouvement pour le socialisme (MPS), solidaritéS, Parti du Travail, Unia Genève, SIT, CGAS